

LE JOURNAL DES DÉBATS

PROSPECTIVE
ET DÉVELOPPEMENT DURABLE
POUR L'ÎLE-DE-FRANCE



LES UTOPIADES DE L'ARENE - CYCLE 3 LES TERRITOIRES PRÉCURSEURS D'UNE ÉCONOMIE PLURIELLE EN 2020

Pour la troisième année consécutive, l'Arene (Agence régionale pour l'environnement et les nouvelles énergies) organise les Utopiades, cycle de trois débats "Prospective et développement durable en Île-de-France". Pour l'édition 2009-2010, l'Arene a convié deux partenaires, l'Atelier (Centre de ressources régional de l'économie sociale solidaire) et la Mairie de Paris, à mener avec elle une réflexion prospective sur le thème des Territoires, précurseurs d'une économie plurielle en 2020. Un sujet vaste, approfondi à partir de questions plus ciblées :

- **Vers une économie humaine et écologique grâce à l'intelligence collective**
- **Quel travail demain pour une autre forme de richesse ?**
- **Comment concilier territoires responsables et sobriété heureuse ?**

Les réflexions dégagées lors des Utopiades seront autant de pistes concrètes dont les territoires pourront se saisir pour expérimenter puis initier de nouvelles pratiques économiques et sociales, conscientes de la nécessité de respecter, avant toute chose, l'Homme et l'environnement.

Organisateurs

Arene → www.areneidf.org

Atelier → www.atelier-idf.org

Mairie de Paris → www.paris.fr

QUEL TRAVAIL DEMAIN POUR UNE AUTRE FORME DE RICHESSE ?

Après 40 ans durant lesquels le chômage aura été au centre des politiques publiques, la valeur travail sera-t-elle toujours aussi structurante de nos modes de vie en 2020 ?

À partir du moment où la satisfaction des besoins essentiels sera assurée pour tous, notamment grâce à un revenu d'existence universel, et que le bonheur ne se mesurera plus à l'aune de la richesse monétaire accumulée, peut-être acceptons-nous de travailler autrement, pour accorder davantage de temps à l'engagement collectif, à la sphère personnelle et à l'éducation tout au long de la vie. Cette reconfiguration des temps sociaux et ce partage de la richesse produite ne pourront se faire que sur les territoires précurseurs : ceux qui seront à l'échelle adéquate pour relocaliser des emplois, impulser des dynamiques de réseau et de polarisation d'entreprises, et construire des modèles de travail communautaires, coopératifs et d'insertion.

LES QUESTIONS POSÉES

C'est une question centrale de nos existences qu'a permis d'aborder cette deuxième soirée des Utopiades : le travail.

Question complexe, réservant de nombreux chausse-trappes dès que l'on essaye de l'appréhender de manière approfondie, tant elle porte de désir et de rejet tout à la fois, véhiculés par des

siècles de pratiques, de réflexions et de débats sur son but, sa place, sa nécessité. Aujourd'hui, c'est sans conteste à une crise du travail que nous assistons. Elle oppose sa vigueur au discours officiel sur la "valeur-travail" qui paraît à contre-courant tant de la réalité actuelle du travail, que des aspirations profondes des citoyens.





Plusieurs éléments déclencheurs de cette crise peuvent être relevés. En premier lieu, le sentiment d'injustice et de violence vécu par un nombre croissant de salariés face à la menace du chômage, face à un nouveau management jouant sur la peur et l'humiliation, face enfin à la dichotomie entre le temps et l'énergie consacrés au travail et la maigreur des fruits récoltés en retour.

En second lieu, la précarisation redoutée ou subie par de nombreuses personnes, perçue comme d'autant plus violente qu'elle s'effectue pour le plus grand bénéfice de quelques-uns. En troisième lieu, la remise en cause de la primauté du travail après la brèche ouverte il y a dix ans par l'adoption des 35 heures.

L'heure est donc au questionnement de cette "valeur-travail" qui semble n'être proclamée que pour maintenir un ordre ancien dans lequel de moins en moins de personnes se reconnaissent. Partage du travail, réhabilitation du plaisir et de l'envie, activité choisie et plus grande autonomie ne sont que quelques pistes, d'autres voies possibles vers une véritable "libération du travail" – au sens de l'épanouissement individuel et collectif. 2020 semble une échéance raisonnable pour pratiquer, étendre, voire généraliser des modes d'organisa-

tion et de partage du travail qui, pour certains, existent déjà et, pour d'autres, sont à inventer ou à restaurer.

Cette réflexion amène, de manière plus globale, à concevoir d'autres choix de société qui mettent en leur centre la quête d'autres formes de richesses, d'autres façons de s'enrichir. L'Arene, l'Atelier et la Mairie de Paris sont désireux de se nourrir des expériences dont elles ont convoqué les témoignages dans ce débat et qui constituent autant de perspectives prometteuses, mais également de rebondir sur les attentes et les idées exprimées par les participants. ■

LA FIN DU TRAVAIL

Aborder la question de cette façon est volontairement provocant, mais pas dénué de fondement. Dans une vision prospective, il n'est en effet pas gratuit d'être aussi frontal.

D'une part, la fin du travail est une réalité éprouvée par un nombre grandissant de salariés, en particulier dans le cas du chômage de longue durée. «Comment va-t-on parvenir au plein-emploi alors que nous n'avons jamais réussi à y revenir?», s'interroge Jean-Baptiste de Foucauld, rejoint par un par-

ticipant, membre du mouvement Utopia, qui estime que «la nécessité d'avoir des compétences diminue tellement par rapport à l'évolution des technologies», que seul subsistera «un certain travail, celui qui nécessite de la réflexion... mais ça n'emploiera pas 100% des gens». D'autre part, nous assistons à la résurgence d'une certaine remise en cause du travail ■ ■ ■

LES INTERVENANTS

MARC BÉNAÏCHE



Président du système productif local, et nouveau-ment grappe d'entreprises Paris Mix.

Ce SPL rassemble plus d'une trentaine de structures, notamment Mondomix, travaillant dans le secteur des musiques du monde. Il permet de mutualiser, de développer et d'innover en créant une dynamique de réseau.

BERNARD BENATTAR



Philosophe du travail et fondateur de l'Institut européen de philosophie pratique.

Cette structure rassemble des philosophes, des sociologues et des psychologues spécialisés dans l'animation, la formation et la médiation dans les organisations publiques et privées, auprès des opérateurs, des cadres ou des dirigeants.

JEAN-BAPTISTE DE FOUCAULD



Fondateur de Solidarités nouvelles face au chômage.

Avec sa centaine de groupes locaux de solidarité et ses 1200 bénévoles, l'association accompagne plus de 2000 demandeurs d'emploi en permanence et les oriente vers des emplois associatifs temporaires.

STÉPHANE VEYER



Directeur général de Coopaname.

Coopaname est une coopérative d'activité et d'emploi qui réunit près de 400 activités économiques dans une même coopérative ouvrière de production. Ensemble, les coopanameiens construisent une "mutuelle de travail" et réinventent l'entreprise là où celle-ci a disparu.

■ ■ ■ dans son acception classique. Celle-ci n'est pas nouvelle dans sa forme et, depuis plus d'un siècle, la contestation de la structure du travail a permis des évolutions, le plus souvent sous la forme d'acquis sociaux : protection sociale, diminution du temps de travail... Mais ces avancées n'ont à ce jour jamais ébranlé une conception dominante du travail fondée sur le salariat et sur le lien employeur-employés – quelle que soit la qualité de cette relation. C'est précisément ici que, peut-être, les choses sont en train de changer. Et c'est là tout l'intérêt d'organiser aujourd'hui un débat prospectif sur le travail et sur la création de richesse tels qu'ils pourraient ou devraient évoluer dans les dix prochaines années.

de la contestation n'est pas récent. Comme le rappelle Jean-Baptiste de Foucauld, le terme de "travail" vient de "tripalium" : *« dans le travail professionnel, il y a un côté "torture", au sens où il faut accepter les normes du travail »*. Pourtant, poursuit-il, *« ce qui caractérise l'être humain, c'est qu'il dispose de plus d'énergie qu'il n'en a besoin pour survivre. Cette énergie en plus, il faut qu'il en fasse quelque chose »*. C'est cette disposition particulière de l'être humain qui lui fait rechercher une activité, et la réponse qui s'est imposée au

soulever les "questions éthiques et existentielles" liées au travail. Et ce n'est pas simple : *« cette notion de travail, partout où je vais, elle change tout le temps, explique Bernard Benattar. Il y a des gens payés pour faire quelque chose, pour avoir un résultat, mais en fait tout au long de la journée ce n'est pas à ça qu'ils pensent »*. Du côté des observateurs, les interprétations sont diverses. "Aliénation" selon les uns, "besoin" pour les autres, le travail est tiraillé entre des approches antagoniques. Le terme d'"activité" est souvent convoqué comme alternative acceptable par certains, car les notions de "contrainte", de "norme", semblent céder la place à une vision plus positive basée sur le choix, la liberté, l'idée d'avancer pour soi (et avec d'autres, éventuellement). Mais cela change-t-il foncièrement les données du problème ?

autonome, selon lui, c'est *« gagner ma vie décemment en faisant ce que je veux, quand je le veux et avec qui je veux »*, ajoutant que pour lui, *« un travail plus satisfaisant à l'horizon 2020, c'est un travail où il y a plus de liberté »*. Bernard Benattar ne dit pas autre chose quand il reprend une phrase maintes fois entendue dans les entreprises où il intervient : *« dans mon travail, le plus passionnant, ce qui m'intéresse vraiment, c'est la part de travail bénévole »*. Une affirmation qu'il interprète de la manière suivante : *« ce que je veux bien, de par ma propre décision, mon propre libre-arbitre, c'est cette part-là qui m'intéresse le plus dans mon travail »*.

Mais l'autonomie

c'est aussi, d'après Stéphane Veyer, se réapproprier les outils de travail que *« la révolution industrielle, avec l'invention de l'entreprise et du salariat »*, a concentrés dans les mains de "ceux qui font travailler". Au bout du compte, les salariés, *« désappropriés de leur outil de travail, sont aliénés »*, conclut-il. À titre d'illustration, il convoque sa propre expérience : *« dans les coopératives de production, on est bien placés pour savoir qu'à partir du moment où les moyens de production appartiennent collective-*



IL ?

LE MONDE DU TRAVAIL C'EST AUSSI CETTE OCCASION DE RÉSISTER JOYEUSEMENT

Contrainte et envie

« Ce qui nous bloque, affirme Stéphane Veyer, c'est le fait qu'on est dans une société où la norme, c'est le travail salarié, et que le travail salarié implique un lien de subordination, quelque chose de très contraignant. Il était violent dans la mine dans les années 1950, il reste violent dans la société de services en 2010. « D'ailleurs, ce point précis

fil des siècles a pris corps sous la forme du travail salarié. Cette donnée nous livre probablement une motivation essentielle de l'activité professionnelle, une autre étant bien sûr le besoin d'obtenir une rémunération permettant de vivre – ou survivre. Mais au-delà de la motivation, quel est le sens du travail ? La mission d'un "philosophe du travail" est justement de

Une réappropriation nécessaire

S'il est un terme qui, de manière générale, parvient à mettre d'accord les différents acteurs, observateurs, voire idéologies, c'est celui d'"autonomie". Ainsi, explique Stéphane Veyer, *« on met une étiquette d'entrepreneuriat sur quelque chose qui est souvent un désir de travailler autrement et de manière autonome »*. Être

LES COOPÉRATIVES D'ACTIVITÉS ET D'EMPLOI

Il existe 70 CAE en France, regroupées dans le réseau Coopérer pour entreprendre. À l'instar de Coopaname, celles-ci promeuvent *« un type d'organisation économique nouveau dans lequel on se donne les conditions d'un travail différent. Plutôt que de créer son entreprise dans son coin pour être coiffeur, élagueur, traducteur etc., on rentre dans la coopérative et on s'y crée son emploi salarié »*. **Dans quelle optique ?** *« Aujourd'hui, quand on a un désir de travailler de manière autonome pour mieux articuler vie professionnelle et vie personnelle, il y*

a une grande porte ouverte qui s'appelle l'auto-entrepreneuriat », une solution qui présente surtout le risque de la précarité. Or, *« en partageant une entreprise, on peut se donner collectivement des droits, une protection, de la formation professionnelle, un certain nombre d'éléments que l'on ne peut avoir quand on est tout seul dans son coin »*. **L'autre atout**, c'est un accompagnement personnalisé. *« Vous rentrez dans la coopérative, on vous accompagne pour mettre en œuvre votre projet puis, dès que vous commencez à réaliser un*

chiffre d'affaire, on signe ensemble un CDI et vous commencez à vous salarier à l'intérieur de l'entreprise. Au début vous allez peut-être vous payer un petit salaire, mais l'idée est de vous permettre de développer votre activité et, petit à petit, d'en vivre bien. » Ensuite, il sera possible de *« devenir associé de cette coopérative »*. Mais *« plus tard. On fait les choses dans l'ordre... »*

SITE

→ <http://www.cooperer.coop>



ment aux gens qui s'en servent pour satisfaire leurs besoins, ça change le rapport au travail».

Cela ne convaincra pas ceux qui, à l'instar des militants d'Utopia, s'interrogent : « bien entendu, l'économie sociale et solidaire, on se bat pour, parce que c'est le meilleur moyen pour passer ce temps de travail d'une manière agréable et la plus autonome possible. Mais ça restera du travail. Et l'homme a besoin d'autre chose que du travail. Le vrai problème c'est : "quelle est la part du travail dans la vie ?" ». À quoi Bernard Benattar peut répondre avec malice que « le monde du travail c'est aussi cette occasion de résister joyeusement. La résistance pas seulement comme retraite, mais aussi comme aventure ».



« IL Y A DES MOMENTS POUR S'ARRÊTER ET REGARDER COMMENT ON AGIT, POURQUOI ON AGIT, DANS QUEL SENS ON AGIT »

UNE PERSPECTIVE COLLECTIVE

Question complexe, dépassant la seule dimension individuelle, le travail est au cœur de la société.

Néanmoins tout ne part-il pas de l'individu, c'est-à-dire de chacun d'entre nous ?

« La démocratie, ça ne peut fonctionner que si l'on donne à

la singularité de chacun la possibilité de donner le meilleur d'elle-même », considère Jean-Baptiste de Foucauld. En tant que vecteur essentiel des échanges dans les sociétés contemporaines, le travail porterait donc une responsabilité importante dans le bon fonctionnement de la démocratie. Cette perspective nous amène à prendre en considération une richesse qui est insuffisamment prise en compte, et qui serait peut-être cette autre forme de richesse que nous devrions viser à l'horizon 2020. « La richesse matérielle n'est pas la seule forme dont il faut tenir compte. Celle qu'on peut avoir en s'investissant dans la vie sociale en est une autre », estimait Marie-Pierre Digard, présidente de l'Arene, dans son introduction au débat. Pourquoi ne pas imaginer qu'elle en devienne même la forme la plus importante à l'avenir ?

Cela nécessite d'imaginer une société radicalement différente, où « le souci de soi est une forme de don à la société », pour reprendre Jean-Baptiste de Foucauld. Cela peut s'opérer de plusieurs manières.

Pour soi...

La première est de permettre à chacun de "se réaliser" dans trois dimensions ainsi énoncées pendant le débat : professionnelle (travailler pour gagner sa vie mais aussi s'"arracher à soi-même"), relationnelle (cultiver une vie amicale, associative, militante...) et spirituelle (bénéficier de temps intérieur pour se construire soi-même). Cela conduit à affirmer que ces trois dimensions ont une égale importance et qu'aucune ne doit être négligée, contrairement à ce qui se vit dans les pays "dominés par l'économie". D'ailleurs, complète Bernard Benattar, « on n'est pas faits tout le temps pour produire, tout le temps pour agir. Il y a des moments pour s'arrêter et regarder comment on agit, pourquoi on agit, dans quel sens on agit. » De manière sans doute encore

utopique, Jean-Baptiste de Foucauld propose ainsi, au lieu d'un « système linéaire caractérisé par le temps scolaire, le temps professionnel puis la retraite », d'opter pour un modèle alternant des temps d'activités professionnelles soutenues et « des périodes beaucoup plus fluides, ceci organisé et sécurisé par la société », les deux s'enrichissant mutuellement.

... mais ensemble

Loin d'une conception par trop individualiste du monde, ce "développement de l'individu pour lui et pour les autres à la fois" passe au contraire par un échange accru avec les autres. "Remettre du collectif" est un autre impératif souligné par l'ensemble des intervenants. Déclinant l'idée maîtresse évoquée par Bernard Benattar, selon laquelle « travailler avec d'autres, c'est créer du sens ensemble », ils ont précisé ce qu'est pour eux ce "faire ensemble". Dans une coopérative d'activités et d'emploi, l'expérience collective constitue le socle même du projet. « Notre utopie à nous, explique Stéphane Veyer, c'est de partir du désir d'autonomie, de liberté des personnes, mais d'inventer un cadre collectif où on redonne

SOLIDARITÉS NOUVELLES FACE AU CHÔMAGE (SNC)

Créée en 1985, cette association constituée aujourd'hui de 105 groupes et 1200 bénévoles, a imaginé une forme d'engagement concret qui construit du lien social et suscite une citoyenneté active. « Le projet, c'est de dire que le chômage n'est pas seulement l'affaire des entreprises, de l'État, des politiques publiques, on peut aussi être citoyen actif contre le chômage à condition de s'organiser, de partager du temps et, pour ceux qui le peuvent, des revenus. »

L'association propose d'abord un accompagnement dont « le principe

est assez simple : on crée des petits groupes de cinq à quinze personnes qui mettent à disposition de chaque demandeur d'emploi un binôme de deux accompagnateurs » pour l'épauler dans sa recherche d'emploi, bâtir avec lui une stratégie de réinsertion professionnelle et l'aider à la mettre en œuvre étape par étape. Mais cet accompagnement se veut d'abord un soutien moral, un appui, une écoute. « Les personnes au chômage sont très seules et n'ont pas tellement l'occasion de pouvoir parler librement de leur chômage. On remet un peu d'humanité à disposition dans une société qui n'en a plus beaucoup. »

SNC accompagne chaque année environ 2000 demandeurs d'emploi.

Quand les personnes accompagnées ne trouvent pas de travail, SNC subventionne, grâce à un réseau de donateurs et grâce au partage des revenus de ses membres, la création d'"emplois de développement" dans des associations, qui constituent un tremplin vers l'emploi ordinaire.

SITE

→ <http://www.snc.asso.fr>

de la protection sociale. C'est du salariat sans les inconvénients du salariat, dans lequel on va pouvoir se donner de la convivialité, de l'échange, du partage, de la relation humaine, un certain nombre de choses qu'on ne trouve que dans l'entreprise collective. »

Pour sa part, Marc Bénaïche, farouche défenseur du système des intermittents du spectacle qui, selon lui, pourrait être « étendu à l'ensemble des secteurs de travail », aime à réfléchir en termes de "projet" et d'"équipe", voire de "famille" : « dans l'intermittence, la famille ce ne sont pas simplement les intermittents, ce sont aussi ceux qui emploient les intermittents. Il y a un véritable échange. Il y a moins cette lutte des classes, il y a une sorte de collectif qui se crée. » Une vision toutefois tempérée par une participante, elle-même bénéficiaire de ce régime : « il y a quelque chose dans le modèle des intermittents qu'on n'a pas du tout inventé, c'est la collectivité.

On a un métier et des compétences à partager, à transmettre, on le fait entre nous, entre amis, mais ce n'est pas organisé. » Même si ce système est vertueux et qu'il a, de l'avis de Marc Bénaïche, « permis à notre pays de produire énormément de choses dans le domaine

culturel et de ne pas être un satellite d'une culture ou d'une économie dominante », il demande néanmoins « à être repensé sur un axe de collectivité, de solidarité ».

La solidarité, nouvelle richesse ?

S'il a beaucoup été question d'enrichissement pendant le débat, jamais celui-ci n'a été évoqué sur un plan monétaire. « L'économie c'est aussi du don, du contre don, c'est de l'échange, et dans l'échange en soi il y a une valeur, quelle que soit la chose qui est échangée », estime Stéphane Veyer.

L'échange serait donc créateur de richesse sociale, laquelle aurait une valeur infiniment précieuse, rapportée à celle de l'argent. Jean-Baptiste de Foucauld revendique la nécessité de « sortir un peu de la culture du résultat pour être d'abord dans l'humanité. L'humanité ce n'est pas seulement des chiffres, des résultats, c'est surtout vivre mieux. Éviter que quelqu'un ne tombe très bas, ce ne sera jamais chiffré en terme de résultat, mais c'est un résultat en soi ». En favorisant cette solidarité mutuelle, « la société s'enrichira des singularités de chacun », ce dont témoigne cette participante pour qui, en tant qu'intermittente

du spectacle, « pouvoir gérer ce temps de travail et de non-travail permet de s'enrichir mais aussi, par nos compétences, d'enrichir une collectivité ». Ce serait en outre une réussite à l'actif de la démocratie, dont la « valeur spirituelle, selon Jean-Baptiste de Foucauld, c'est s'organiser pour que chacun puisse donner le meilleur de lui-même, à lui-même et à la société ». Pour y parvenir, une autre vision de la société, un renversement des valeurs seront indispensables. « Nous sommes, analyse Jean-Baptiste de Foucauld, dans une société qui développe une idée fallacieuse de l'abondance », qui donne à penser « qu'en faisant courir tout le monde après des désirs qu'on stimule de toute part et qui sont souvent superflus, on va faire en sorte que tout le monde accède à l'essentiel. Eh bien non, justement. Le superflu des uns est un prélèvement sur l'essentiel des autres. D'où l'idée d'"abondance frugale" : là où il y a un luxe exagéré, une abondance illusoire, il faut qu'il y ait un effort de frugalité, de modération, de façon à ce que ceux qui sont privés de l'essentiel, de revenus, de travail puissent accéder à une vie décente. » Une affaire de solidarité, là encore... ■

LES GRAPPES D'ENTREPRISES

Le dispositif des "grappes d'entreprises", géré par la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR), est destiné à soutenir des initiatives exemplaires de réseaux

d'entreprises fortement ancrés localement et ayant un impact important en matière d'activités et d'emplois. Entre autres caractéristiques, ces grappes d'entreprises regroupent des structures qui :

- œuvrent dans un même domaine d'activité et intègrent, lorsque cela est pertinent, des grandes entreprises ;
- ont un noyau dur ancré sur un territoire afin de favoriser des rapports de proximité entre ses membres, et coopèrent avec les acteurs publics et privés de cet environnement territorial ;
- répondent aux besoins des entreprises qui en sont membres par la mutualisation de services ou par des actions collectives ;
- ont une structure de gouvernance propre, dans laquelle les chefs d'entreprises ont un rôle moteur.

SITE

→ http://www.datar.gouv.fr/grappes_entreprises_798

Le temps présent nous incline à envisager l'avenir autrement.

Il s'agit non seulement d'arrêter de reproduire les mêmes errements sociaux, environnementaux ou encore économiques, mais aussi de trouver des réponses aux nombreux défis qui nous sont posés.

Le travail se situe à la croisée de ces trois axes, mais il constitue un domaine où, depuis longtemps, les utopies se confrontent à la réalité avec des résultats encourageants. Tout part d'un constat qui, même s'il n'est pas explicitement admis par la classe politique car suicidaire électoralement, est assez largement partagé : nous vivons sans doute la fin du plein-emploi, et la seule marge de manœuvre qu'il reste, si l'on en reste à une conception traditionnelle du travail, c'est d'infléchir plus ou moins durablement la courbe du chômage... entre deux crises. Cela amène un certain nombre de dérives : demandeurs d'emploi forcés de prendre des emplois ne correspondant pas à leurs compétences ou pris dans les filets d'un chômage sans fin, durcissement des conditions de travail, précarisation croissante, travailleurs pauvres, pour ne citer que les maux les plus fréquents. Mais ce contexte critique représente une opportunité pour imaginer d'autres formes de travail et, pour aller plus loin, une autre relation au travail, que les 35 heures ont laissé entrevoir. « On ne peut pas parler du travail dans dix ans sans parler de l'organisa-

DE L'UTOPIE À LA RÉALITÉ UN PETIT PAS?

tion sociale de la société», affirmait ainsi un participant au cours du débat.

Une autre économie dans une autre société

« *L'économie de demain que l'on doit inventer, c'est une économie dans laquelle il va falloir intégrer la notion de frugalité. Cette espèce de course à la productivité et à la baisse des prix, dans laquelle le capitalisme entraîne systématiquement, est une course sans fin qui se fait au détriment de la nature et des êtres humains* », prévient Stéphane Veyer, qui ajoute : « *il faut sans doute petit à petit injecter de la démocratie, injecter de la réflexion sur le pouvoir pour faire évoluer les modes de détention des outils de production. Il faut expérimenter dans des petits groupes, dans du collectif, dans du micro-collectif, des choses qui ensuite pourront être reprises par la société toute entière, et passer de l'intérêt collectif à l'intérêt général* ». Et si les intervenants parlent chacun de la société rêvée qui serait à inventer, cela ne les empêche pas de mettre

« **LE SUPERFLU DES UNS EST UN PRÉLÈVEMENT SUR L'ESSENTIEL DES AUTRES** »

à l'œuvre, concrètement, quotidiennement, leurs propres utopies. Ce que chacun d'entre eux poursuit à sa façon, c'est l'application de ce que préconise justement Bernard Benattar : « *il faut porter le travail du côté de la "puissance d'agir", sortir de la question de l'employabilité. La quête de sens dans le travail, c'est une quête de désirabilité* ».

Des parcours porteurs d'espoirs

Bien qu'il ait été évoqué comme une « utopie possible », nous n'en sommes pas encore à l'instauration d'un revenu d'existence, ce revenu qui serait versé inconditionnellement à toute personne de sa naissance à sa mort – une idée que la fin du plein-emploi remet sur le devant de la scène. Cette proposition complexe et polémique demanderait en effet une transformation totale de la société. D'ici là, d'autres alternatives déjà à l'œuvre vont dans le sens d'une mutation sociale importante. Le groupement d'employeurs mis en place à l'initiative de Marc Bénéaïche au sein de Paris Mix a permis à plusieurs entreprises de se regrouper en vue d'« employer des personnes en CDD ou CDI qui vont travailler

pour plusieurs entreprises en même temps, celles-ci étant solidaires de ces contrats de travail. Et ça fonctionne excessivement bien. » Mais il lui semble que le système de l'intermittence, s'il pouvait être étendu à tous les secteurs économiques, serait plus intéressant encore, tant pour l'employeur que pour le salarié : « *par rapport au groupement d'employeurs, il y a un engagement supplémentaire, qui permet d'apporter une régulation et une protection plus importantes* » à ce dernier. De plus, quand on travaille avec des intermittents du spectacle, « *on est dans un rapport très intéressant parce que d'une part, la relation de travail est liée au projet, à la chose à faire ensemble, et pas à un lien hiérarchique ou de subordination qui peut créer des conflits, et d'autre part l'intermittent est véritablement un salarié, c'est à dire qu'on n'est pas dans la précarité* ». Ce que corrobore une intermittente, qui témoigne : « *je pense qu'on représente une ressource humaine extrêmement intéressante parce qu'on a le temps*



de se ressourcer : le temps de travail utile, tout comme le temps de non-travail utile, sont très importants et font notre richesse, notre autonomie intellectuelle ». Ce qui ne résout pas les problèmes liés à l'indemnisation durant les temps de latence, laquelle, par rapport à d'autres régimes, représente un coût important pour la société.

Avec l'aventure de Coopaname, Stéphane Veyer a choisi une autre direction. « *Ma petite utopie personnelle, c'est de parvenir à inventer un type d'organisation économique dans lequel on protège mutuellement nos parcours professionnels dans la durée* ». Ce qui ne le prive pas de continuer à réfléchir sur le modèle "idéal" qu'il reste à inventer. « *Je crois que si l'on doit penser l'économie de demain, il faut peut-être partir de quelque chose qui est beaucoup plus profond que les systèmes d'organisation économique, repartir de notions plus anthropologiques.*

Comment est-ce qu'on travaille à partir des passions des gens, de ce qu'ils ont envie de faire, et comment on essaye d'inven-

ter quelque chose ? ». Pour cela, revisiter le passé n'est pas inutile : « *il y a des choses qui ont été inventées, il y a des utopies pratiques qui ont existé dans l'économie sociale. Il faut peut-être retourner voir ces différentes expériences.* »

Se projetant plus loin dans l'utopie, Jean-Baptiste de Foucauld aspire à « *une société du travail à temps choisi, dans laquelle tout le monde travaille dans un environnement protégé, mais travaille la quantité de temps qu'il lui faut, pour garder suffisamment de place aux deux autres dimensions, relationnelle et personnelle. Une société où il est normal à certains moments de travailler à plein temps parce qu'on en a besoin* », et à d'autres moments d'avoir « *du temps libre pour expérimenter quelque chose.* »

Et face à ceux qui seraient tentés de répliquer que nous en sommes loin, il admet d'emblée qu'il y a « *toute une construction sociale à faire, mais qui n'est pas impossible. Ce rêve peut devenir réalité à condition qu'on s'en donne vraiment les moyens.* » ■

NOUVEL HORIZON

Quelle est la finalité du travail ?

Il existe à peu près autant de réponses que de personnes au travail.

Une certitude émerge du débat : l'absolue nécessité de remettre l'Homme au centre du travail. Et, insiste Jean-Baptiste de Foucauld, accorder une place importante à l'utopie, qu'il ne faut cependant "pas penser de manière abstraite" car, alerte Bernard Benattar, « on peut être tellement branché sur un monde idéal que finalement, il n'y a plus aucune désirabilité du réel ».

La richesse des échanges

entre les intervenants et avec les participants a témoigné,

si cela était nécessaire, de l'importance et de l'actualité d'un sujet par lequel chacun ne peut que se sentir concerné.

Les réflexions, nourries de l'expérience, de la sensibilité et des envies des personnes présentes, ont dressé un panorama passionnant des alternatives déjà à l'œuvre, et dont certaines ont déjà montré leur capacité à faire autrement, en privilégiant l'humain, sans pour autant faire l'impasse sur l'efficacité économique.

Chacune d'elles porte probablement une partie de la réponse que nous pouvons apporter aux questions que soulève la crise d'un modèle économique dominant et aliénant. ■

À VENIR...

MARDI 16 FÉVRIER 2010 À 17H30, AU PETIT PALAIS

RDV

02 MARDI 16 FÉVRIER 2010

17H30 - PETIT PALAIS

“Comment concilier
territoires responsables
et sobriété heureuse ?”

BLOG

<http://utopiades.arenidf.org>

Contact

Dominique Sellier,
responsable du pôle
prospective
d.sellier@arenidf.org

WWW

- www.coopaname.coop
- www.mondomix.com
- www.parismix.fr
- www.penser-ensemble.eu
- www.snc.asso.fr

Rédaction

Raphaël Mège

<http://bouldegomme.blogspot.com>

Design graphique

Atelier Chévara etc.

<http://www.atelier-chevara.com>

Photos

MédiéTIC

Réalisé avec la participation
de Mona Bernia, Vincent David,
Dominique Sellier

COMMENT CONCILIER TERRITOIRES RESPONSABLES ET SOBRIÉTÉ HEUREUSE ?

La demande et l'offre de produits et services éthiques et écologiques se développent, se diversifient et deviennent financièrement plus accessibles. L'émergence de cette consommation responsable va se combiner avec des comportements plus radicaux reposant sur l'ancrage local et communautaire, la confiance et le lien social, le refus de la société de

consommation et la promotion d'une sobriété heureuse. En tout état de cause, la prise de conscience d'un nécessaire rapprochement entre lieux de production et lieux d'achats, pour des raisons d'emploi, d'approvisionnement et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, sera au coeur des enjeux des territoires de demain. Ces derniers seront les espaces où se déve-

lopperont des circuits courts, des coopératives de consommateurs, du troc, des monnaies solidaires, du recyclage et une agriculture périurbaine susceptible de rapprocher villes et campagnes. Mais cet éloge de la proximité, de la production et consommation écorégionale et du slow food ne tendra-t-il pas à dissiper notre devoir de solidarité internationale ?

INTERVENANTS

Fazette Borzage,
chargée de mission
“Nouveaux Territoires de
l'Art” à l'Institut des Villes.

La Mission “Nouveaux Territoires de l'Art” soutient les initiatives de friches culturelles dédiées à l'accompagnement des projets artistiques, et réfléchit à la créativité individuelle et sociale, ainsi qu'à la notion de “produit intérieur doux”.

**Olivier Darné, fondateur
du Parti poétique.**

Le Parti Poétique crée et promeut des gestes artistiques et/ou politiques dans l'espace urbain ou rural, tel que La Banque du miel et le “Compte épargne abeilles”, pour produire de la richesse et du collectif plutôt que de l'argent et de la solitude.

**Cyril Dion, directeur de
Colibris-Mouvement pour
la Terre et l'Humanisme.**

Initiée et présidée par Pierre Rabhi, cette plateforme de rencontre et d'échange s'adresse à tous ceux qui veulent agir et cherchent des solutions concrètes pour changer l'agriculture, l'habitat, la monnaie, l'énergie...

Anne-Sophie Novel,
fondatrice du site
Ecolo-Info.

Créé en 2007, ce site sur les enjeux du développement durable et de la consommation responsable, animé par une vingtaine de bloggeurs et journalistes spécialisés, met en avant toutes les initiatives innovantes.